

POUR LA DÉFENSE DES VALEURS RÉPUBLICAINES ET LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE À MADAGASCAR

L'instabilité politique, économique et sociale chronique à Madagascar trouve son origine dans l'absence de consensus sur les fondamentaux de la République et dans le manque d'adhésion à une vision commune. Les crises de pouvoir frappent le pays de manière cyclique. Il en résulte des incertitudes dans l'évaluation des perspectives économiques et des à-coups dans la croissance, des perturbations notables dans la vie sociale et, au total une marche chaotique, voire à rebours vers le progrès et le développement.

Un régime présidentiel fort qui s'appuie sur un parti présidentiel dominant toutes les institutions de l'État entraîne des excès et des abus de pouvoir, ainsi que des actes de corruptions de toutes sortes. La gouvernance est caractérisée par des délits d'initié et des conflits d'intérêts entre les intérêts publics et les intérêts privés, jusqu'à la plus haute sphère de l'État.

On assiste à une régression de la décentralisation, tant au niveau des collectivités territoriales qu'au niveau des établissements publics. Par exemple, la désignation des organes des structures décentralisées par le pouvoir central amoindrit l'autonomie administrative, postulat de la décentralisation.

Le moment est venu de faire face au passé en toute maturité, en discuter sereinement et en faire le bilan tant politique qu'économique sans acrimonie afin de conjurer les malentendus et désamorcer les rancunes tenaces. Le moment est venu d'agir et de nous tourner résolument vers l'avenir et en toute confiance. Le moment est venu de mettre en place les structures capables d'absorber les chocs politiques et sociaux. Ces structures devraient être aptes à générer, un progrès économique et social équilibré et dynamique de toutes les couches de la population et de toutes les régions de l'île. Le moment est venu d'asseoir une véritable base d'un État de droit par le biais duquel le citoyen assume ses droits et ses devoirs pour traduire l'effectivité de l'égalité de tous devant la loi. La garantie constitutionnelle et institutionnelle d'une alternance démocratique respectueuse du choix des citoyens doit être le fondement essentiel de la République, de l'État de droit et de la stabilité politique. *L'urgence s'impose de partager une vision commune et un engagement fort de tous les citoyens responsables sur le futur de la Nation.*

L'Unité et la solidarité nationale condition du développement ne doivent pas être fragilisées à chaque soubresaut politique. Aussi, est-il impérieux de réconcilier la classe politique, pouvoir comme opposition, avec tout le peuple sans distinction et raccommoquant les déchirures catégorielles et régionales tant politique qu'économique.

Pour que le pays ne soit plus l'otage de la dérive dictatoriale et despotique de ses gouvernants obligeant la population à défendre la démocratie et la liberté d'expression par la rue, l'objectif recherché est que désormais la Constitution et les institutions de la République puissent réguler et baliser l'alternance démocratique du pouvoir. Et que l'État de droit défendant l'intérêt général et la décentralisation soient effectifs.

Ainsi, les organisations de la société civile signataires invitent les forces vives de la Nation à participer aux « ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA DÉMOCRATIE ET DES VALEURS RÉPUBLICAINES » les 19, 20 et 21 février 2009 à Antananarivo pour la mise en place de structures et l'élaboration de projets de textes concrets et applicables, afin de normaliser le bon fonctionnement de la démocratie, des institutions de la République, de la décentralisation et de la saine concurrence économique.

Pour toutes informations ou suggestions contacter le mail :
converepl.madag@gmail.com

Antananarivo, le 21 Janvier 2009

Sehatra Fanarahamaso ny Fiainam-pirenena (SEFAFI)

Madeleine Ramaholimihaso, Coordinatrice
Noro Razafimandimby

Club Développement et Ethique (CDE)

Serge Zafimahova, Président
Serge Radert, Secrétaire Général

Fédération Nationale des Organisations d'ingénieurs Malagasy (FNOIM)

Charles Rakotonirina, Président
Aubert Robinirina

Conseil National pour l'Observation des Elections (CNOE)

Dr Bruno Rakotoarison, Secrétaire Général

Conseil National Economique et Social (CONECS)

Roland Razafindramanitra, Vice-Président

Fédération des Associations professionnelles des Mines (FEDMINES)

Jeannot Andrianjafy, Président

Mutuel intersectoriel d'Appui aux Intellectuels Nationaux (MISAINA)

Jean-Louis Rakotoambo
P/o Andry Ranivoarison

**Petites et Moyennes Entreprises – Bâtiments et Travaux Publics
(PME-BTP)**

Bodosa Razafimandimby